

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Autriche – Slovénie - Croatie

Une publication du SER de Vienne
n° 7 – avril 2025

Mise à jour des perspectives de croissance mondiale par le FMI

Dans son *World Economic Outlook* publié le 22 avril 2025 ([World Economic Outlook, April 2025: A Critical Juncture amid Policy Shifts](#)), le FMI estime que la croissance de la zone Euro atteindra 0,8 % en 2025, avant un très léger rebond à 1,2 % en 2026. Les perspectives pour cette année sont affectées par la multiplication des incertitudes, notamment autour des tarifs douaniers. La reprise modeste de 2026 devrait s'appuyer sur la consommation interne, stimulée par la hausse des salaires, et sur l'assouplissement budgétaire prévu en Allemagne.

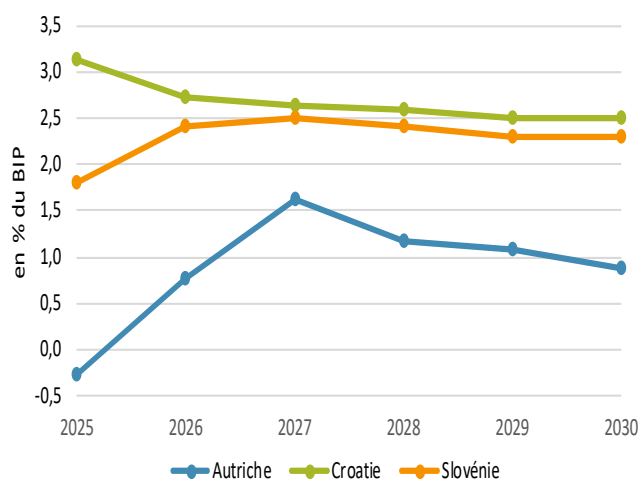
En **Autriche** la récession devrait se poursuivre cette année (à -0,3 %) avant une reprise possible en 2026 (à +0,8 %), pendant que l'inflation continuerait de décélérer après une légère poussée en 2025 (3,2 % en 2025 -après 2,9 % en 2024- ; 1,7 % en 2026).

En **Croatie**, l'économie devrait ralentir (après +3,8 % en 2024, +3,1 % sont attendus en 2025 et +2,7 % en 2026) pendant que l'inflation demeurerait à des niveaux relativement élevés (3,7 % en 2025 ; 2,6 % en 2026).

La **Slovénie** enregistrerait en 2025 une croissance modérée (+1,8 % en 2025 ; +2,4 % en 2026) avec une inflation également persistante (2,6 % en 2025 ; 2,3 % en 2026).

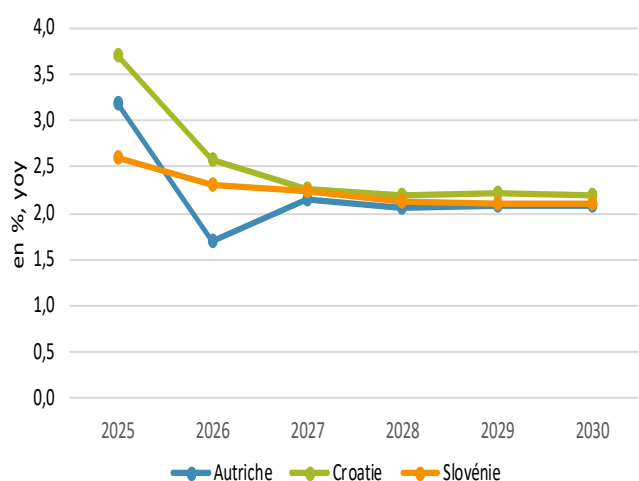
C'est l'Autriche qui enregistre la plus faible prévision de croissance de la zone Euro pour cette année (à -0,3 %), puisque c'est la seule économie qui resterait en récession. La Croatie en revanche ferait la deuxième meilleure performance (à 3,1 %) après Malte (3,9 %).

Perspectives de croissance 2025-2030



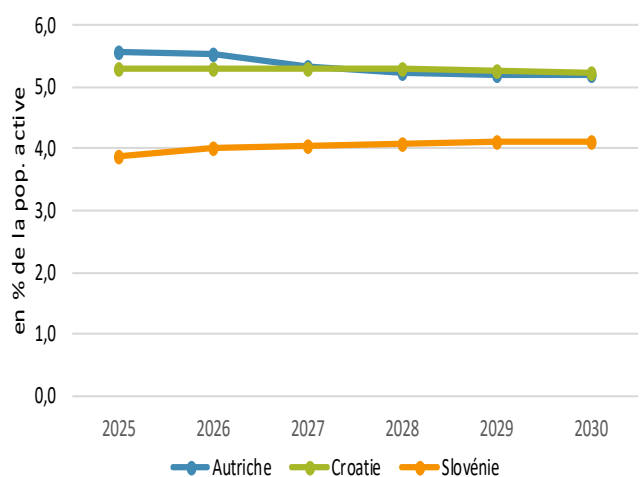
Source : FMI, WEO avril 2025

Perspectives d'inflation 2025-2030



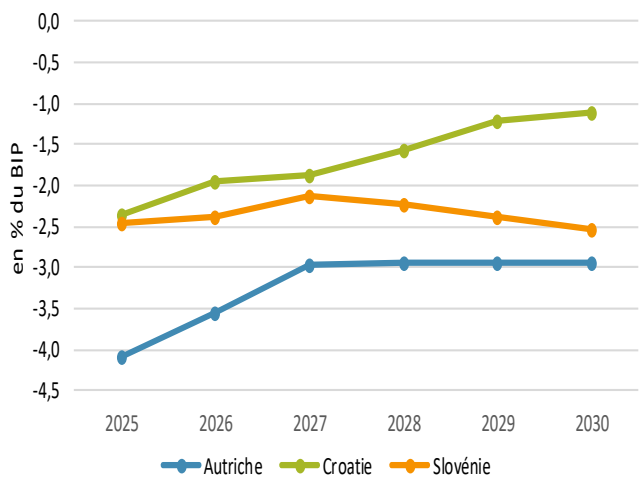
Source : FMI, WEO avril 2025

Perspectives du chômage 2025-2030



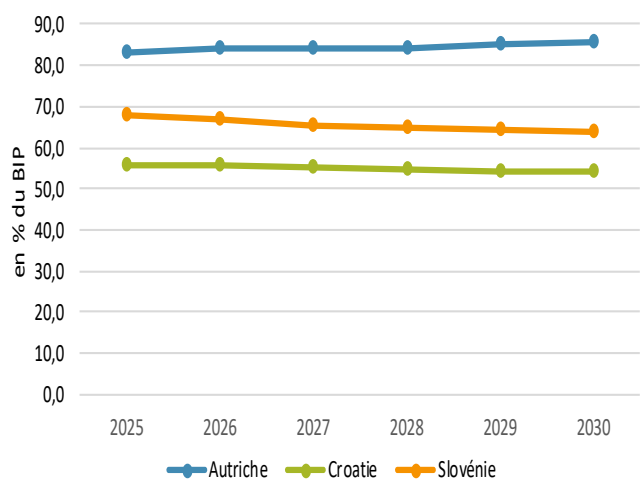
Source : FMI, WEO avril 2025

Perspectives du solde public 2025-2030



Source : FMI, WEO avril 2025

Perspectives de l'endettement public 2025-2030



Source : FMI, WEO avril 2025

Le chiffre du mois à retenir

11,7%

Le taux d'épargne des ménages en 2024 contre 8,7 % en 2023

Zoom sur...

Conformément au processus de notification européen, le ministère des Finances (BMF) a notifié le 17 avril 2025 par le biais de l'institut statistique autrichien (Statistik Austria) ses prévisions de déficit public pour l'année 2025 aux autorités européennes. Selon le BMF, le déficit des administrations publiques devrait s'élever à 4,5 % du PIB en 2025, dépassant de loin le critère de Maastricht de 3 % maximal du PIB. Le déficit prévu pour 2025 se répartit comme suit : 3,5 % de déficit pour l'Etat fédéral (Bund) et 1 % pour les Länder et les communes. L'Autriche s'expose ainsi à une procédure européenne pour déficit excessif. Cette décision sera toutefois prise lors du Conseil ECOFIN, probablement en juillet 2025.

Activités macroéconomiques et financières

Prévisions et indicateurs

L'industrie entrevoit le bout du tunnel

Selon le sondage réalisé par la fédération de l'Industrie (membre de Business Europe), l'ambiance au sein des entreprises autrichiennes pourrait s'améliorer timidement après 18 trimestres marqués par la morosité et le pessimisme des industriels. Les économistes du Patronat perçoivent les premiers signes d'un repli du pessimisme mais ils restent prudents car, dans le contexte commercial actuel, empreint de risques importants, une nouvelle inversion de la tendance ne peut être exclue. Le baromètre de l'industrie s'est inscrit en hausse de 1,8 point et redevient positif pour la première fois depuis la mi-2023. Le climat des affaires pourrait lentement s'améliorer, les perspectives à 6 mois progressent de 7 points et la baisse des prévisions de production décélère lentement. Le niveau des commandes s'est stabilisé et ne se replie plus. L'emploi reste toutefois mal orienté, la fédération de l'Industrie y voit un effet inertiel tenace : 22 % des entreprises interrogées comptent réduire leurs effectifs quand seules 9 % sont dans la recherche de capacités supplémentaires. La fédération de l'Industrie exhorte le gouvernement à enfin « faire ses devoirs », à savoir engager des réformes structurelles pérennes et un assainissement budgétaire intelligent. Elle réclame également une baisse des coûts salariaux, de l'énergie et un amortissement accéléré.

Finances

Un dérapage du déficit public à 4,7 % en 2024, la dette publique augmente à 81,1 % du PIB

Selon les données provisoires de l'institut autrichien de la statistique, le déficit public pour 2024 s'établit à 22,5 Mrd EUR, soit 4,7 % du PIB (après 2,6 % en 2023 et 3,4 % en 2022), bien plus élevé

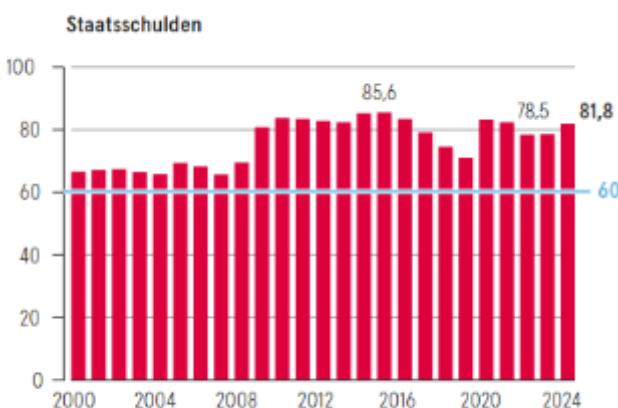
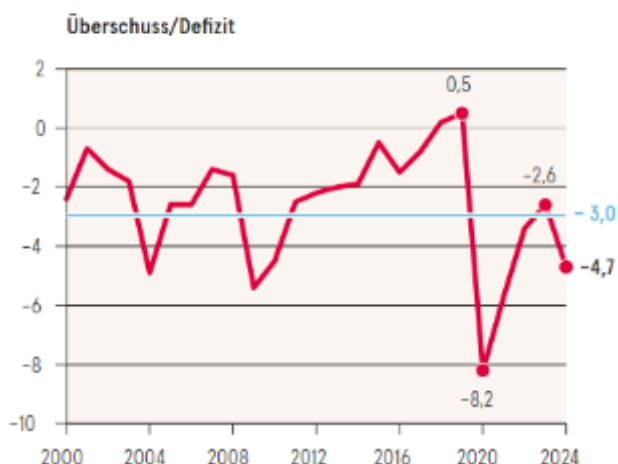
qu'espéré, alors que le ministère des Finances l'évaluait en octobre dernier à 3,3%. La Commission européenne avait prévu en novembre 2024 un déficit à hauteur de 3,6%. Les recettes ont augmenté de 4,9% par rapport à 2023 pour atteindre 248,8 Mrd EUR, mais l'augmentation des dépenses a été encore plus forte : +8,8% à 271,3 Mrd EUR.

Selon l'analyse de Statistik Austria, la hausse des dépenses s'explique notamment par la progression des rémunérations dans la fonction publique, l'indexation des retraites sur l'inflation ainsi que celle des prestations sociales. Parallèlement, le PIB a reculé de 1,2% en 2024. La dette des administrations publiques au sens de Maastricht augmente de 22,6 Mrd EUR en 2024 pour s'établir à 394,1 Mrd EUR. Exprimée en pourcentage du PIB, la dette publique augmente à 81,1%, après 78,5% fin 2023. Tous les niveaux de collectivités territoriales contribuent à l'augmentation de la dette (-17,1 Mrd EUR pour le Bund, -2 Mrd EUR pour les Länder, -2,6 Mrd EUR pour les communes et -0,8 Mrd EUR pour la sécurité sociale). Parmi les Länder, seule la Haute-Autriche affiche un solde positif (+29,8 M EUR). Au niveau des communes, la ville de Vienne accuse le plus important déficit (-1 671,2 M EUR). Selon les explications de Statistik Austria, c'est la construction des nouvelles lignes de métro qui pèse sur le déficit de la capitale.

Österreichs Budgetzahlen

In Prozent der Wirtschaftsleistung

— EU-Grenze



Grafik: © APA, Quelle: Statistik Austria

Echanges

Forte hausse pour le commerce depuis l'adhésion de l'Autriche à l'UE il y a 30 ans

Depuis l'adhésion de l'Autriche à l'Union européenne en 1995, le commerce de l'Autriche avec les pays qui forment aujourd'hui l'UE a été multiplié par quatre, selon Statistik Austria (+276,8% pour les importations, +346,9% pour les exportations). Le commerce avec l'Allemagne, premier partenaire commercial de l'Autriche tout au long de cette période, a enregistré la plus forte augmentation en termes absolus (+3,3 Mrd EUR dans les deux sens). En pourcentage, on note la plus forte hausse pour les importations depuis l'Estonie qui ont été multipliées par 70 et pour les exportations vers la Roumanie (multipliées par 50). Au niveau des produits, c'est le commerce de machines et de véhicules qui a le plus profité de l'adhésion de l'Autriche à l'Union européenne (importations : +252,8%, soit +2,35 Mrd EUR ; exportations : +252,9%, soit +2,39 Mrd EUR). Depuis l'adhésion, la part du commerce avec les pays de l'Union européenne n'a jamais été inférieure à 64%, dans les deux sens. Au fil des années, cette part a toutefois évolué à la baisse (1995 : part des importations 76,2%, part des exportations 74,8% ; 2024 : part des importations 66,5% ; part des exportations : 67,0%).

Politique économique et sociale

Les métiers de l'aide à la personne admis sous le critère de pénibilité

La revendication récurrente de la chambre fédérale du travail et des organisations syndicales a été entendue par le nouveau gouvernement fédéral, constitué des conservateurs, des sociaux-

démocrates et des libéraux : à compter de 2026, le régime de pré-retraite pour pénibilité sera accessible aux personnes ayant exercé dans les métiers de l'aide aux personnes dépendantes. Pour pouvoir en bénéficier à partir de 60 ans, il faudra toutefois avoir cotisé pendant 45 ans et exercé un métier éligible à la pénibilité pendant 10 ans au cours des 20 dernières années. Pour couvrir les coûts supplémentaires, le gouvernement inscrira au budget une enveloppe de 40 M EUR par an. Cette mesure, saluée à gauche, fait toutefois l'objet de critique car elle ne s'inscrit pas dans une démarche de maîtrise des dépenses sociales et ne contribuera pas à l'alignement de l'âge effectif de départ à la retraite (61,1 ans en 2023) sur l'âge légal.

Revalorisations salariales : +2,65 % dans l'industrie chimique

A compter du 1^{er} mai 2025, malgré le contexte économique difficile, les 50 000 salariés de l'industrie chimique autrichienne bénéficieront d'une hausse de salaire de 2,65 %, soit 0,1 point de pourcentage sous le taux d'inflation glissante. C'est le résultat du 3^{ème} tour de négociations entre les partenaires sociaux. La revalorisation en valeur sera donc comprise entre 80 et 113 EUR par mois selon les groupes dans la grille salariale. Cette hausse s'appliquera également aux gratifications des apprentis.

Chômage : le gouvernement restreint le cumul allocation- revenu d'activité

Afin de pallier le manque de main d'œuvre, le gouvernement a adopté un paquet de mesures pour une meilleure qualification des demandeurs d'emploi. Ce paquet contient notamment une restriction, souvent réclamée par le parti conservateur et les milieux économiques : la fin du cumul d'une allocation chômage avec un revenu pour une activité de faible intensité (plafonné à 551 EUR bruts mensuels). Seuls les demandeurs d'emploi seniors et de longue durée pourront encore bénéficier du cumul sous conditions de durée.

Veille sectorielle

Secteur financier

Le secteur bancaire continue d'afficher d'excellents résultats

Les établissements de crédit ont atteint un résultat de 11,5 Mrd EUR en 2024, en recul de 1,1 Mrd EUR. Selon les explications de la Banque centrale d'Autriche, l'OeNB, ce développement s'explique par le recul des bénéfices réalisés par les filiales en Europe de l'Est et l'abandon de certaines activités dans cette région. L'OeNB recommande aux banques autrichiennes de profiter de ce bénéfice de haut niveau pour renforcer leurs fonds propres. Par ailleurs, le 8 avril 2025, le Fonds monétaire international FMI a présenté les conclusions et recommandations issues de l'évaluation du secteur financier (PESF) de l'Autriche à laquelle sont soumis les places financières tous les cinq ans, la dernière évaluation du secteur financier autrichien datant de 2020. Le FMI recommande aux banques autrichiennes de former des provisions sur risque et d'investir dans la technologie informatique afin de se munir contre les risques de cybersécurité. De plus, le FMI rappelle de mettre en œuvre la totalité des recommandations formulées en 2020, notamment celles portant sur le régime de résolution bancaire ainsi que sur la surveillance du secteur financier.

Industrie

OMV ferme ses stations d'avitaillement en hydrogène

En raison d'une demande insuffisante, le groupe pétrolier et gazier OMV qui est le seul opérateur de stations hydrogène sur le territoire autrichien, a décidé de fermer ses cinq stations d'avitaillement en hydrogène. Statistik Austria compte 62 véhicules légers à propulsion hydrogène immatriculés en Autriche (48 Hyundai, 13 Toyota et 1 VW), dont cinq appartiennent à des personnes privées et 57 à des entreprises. La station dans le 21^{ème} arrondissement de Vienne est déjà fermée. Suivent au cours de l'été les stations Asten près de Linz, Wiener Neudorf en Basse-Autriche et Graz. Le 30 septembre, la fermeture de la station à Innsbruck mettra fin au développement des véhicules légers à propulsion hydrogène en Autriche.

Transports

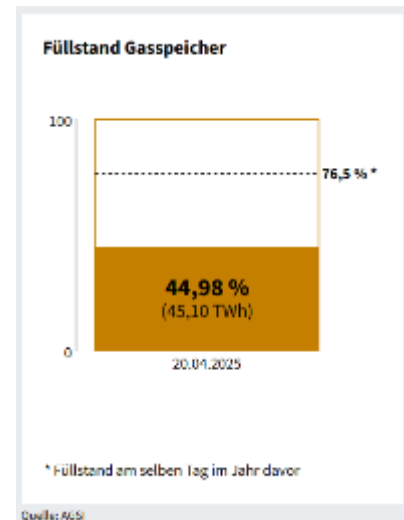
Introduction d'une nouvelle taxe sur les véhicules électriques depuis le 1er avril

Afin de compenser le recul des recettes issues de la taxe d'assurance liée à la puissance du moteur, le gouvernement a décidé d'élargir cette taxe aux voitures électriques, y compris celles déjà immatriculées. Un taux d'imposition spécifique a été créé pour les voitures électriques qui tient compte, comme pour les voitures à moteur à combustion, de la puissance du moteur et, en l'absence d'émissions de CO₂, du poids à vide du véhicule. Selon le calcul du club automobile ÖAMTC, la taxe s'élève en moyenne à environ 500 EUR par an selon le type de véhicule et est prélevée par les assureurs au même moment que la taxe sur l'assurance automobile. De plus, en raison de l'épuisement du budget, le gouvernement a prématurément mis fin aux subventions à l'achat d'un véhicule électrique et des bornes de recharge.

Energie et environnement

L'Autriche cherche à remplacer ses importations en gaz russe

Depuis l'arrêt du transit de gaz russe à travers l'Ukraine au 1^{er} janvier 2025, l'Autriche s'approvisionne de plus en plus en gaz norvégien à travers l'Allemagne et en gaz en provenance de l'Afrique du Nord qui arrive sous forme de GNL par l'Italie. Mais ces importations sont insuffisantes pour satisfaire à la consommation nationale de gaz. L'Autriche est par conséquent obligée d'avoir recours à ses stocks, ce qui a entraîné une forte baisse des réservoirs de gaz. Vers la fin avril, donc à la sortie de la saison de chauffage, les stocks de gaz étaient remplis à 45 % contre 76 % l'an dernier au même moment, sachant que l'Autriche est (à côté de la Lettonie) le seul pays en Union européenne dont la capacité de stockage dépasse la consommation annuelle. Le défi est alors d'atteindre le niveau de remplissage à hauteur de 90 % envisagé pour le 1er novembre 2025.



Tourisme

Nouveau record pour l'industrie des congrès à Vienne

Selon la chambre de l'économie de la ville de Vienne (WKW, *Wirtschaftskammer Wien*), la capitale autrichienne a accueilli, en 2024, 6 619 congrès et événements d'entreprises, soit 3 % de plus que l'année précédente. Les 671 000 participants (+6 %) ont passé près de 2 millions de nuitées à Vienne (+26 %). Comme les années précédentes, les congrès médicaux ont dominé l'activité de congrès en 2024. Avec 43 % des nuitées générées, elles devancent largement les autres disciplines. Les retombées économiques pour l'Autriche sont estimées à 1,32 Mrd EUR. L'industrie viennoise des congrès assure environ 23 500 emplois.

Télécommunications

Le groupe A1 Telekom Austria (détenu à 60,6 % par le groupe mexicain America Movil et à 28,4 % par l'Etat autrichien) qui compte 30 millions de clients et 17 000 employés dans sept pays, a enregistré des recettes à hauteur de 5,4 Mrd EUR en 2024, en hausse de 3,1 %, pour un bénéfice net de 627 M EUR néanmoins en baisse (-3,0 %). Tous les marchés ont contribué à la hausse des recettes (Autriche : +0,3 %, Biélorussie : +1,6 %, Bulgarie : +9,5 %, Croatie : 8,6 %, Macédoine du Nord : +8,2 %, Serbie : +4,0 %), sauf la Slovaquie (-5,0 %) où A1 est confronté à une forte concurrence. Pour l'année en cours, le groupe A1 prévoit une augmentation des recettes entre 2 et 3 %. Un dividende à hauteur de 0,40 EUR par action sera proposé contre 0,36 EUR l'année précédente.

Agriculture

La production vinicole 2024 en repli de 8,8 %

Par rapport à l'année 2023, la production de vin en Autriche a reculé de 8,8 % pour se fixer à 2,2 millions d'hectolitres (hl). En comparaison quinquennale, le repli est encore plus significatif puisqu'il atteint 11,8 %. Comme dans de nombreux pays, les principales causes sont les

événements climatiques extrêmes (grêle, sécheresse, gel tardif) et la prolifération de nuisibles et maladies, imputables au dérèglement climatique. Selon l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV), la consommation d'alcool a baissé au niveau mondial de 3,3 %, atteignant son plus bas niveau depuis 1961. Au niveau européen, un recul de 5,2 % est constaté en moyenne quinquennale.

Fièvre aphteuse : l'Autriche en alerte maximale sur sa frontière orientale

A ce jour, l'Autriche a réussi à éviter toute importation sur son territoire de la fièvre aphteuse alors que plusieurs foyers avaient été décelés dans les régions frontalières de ses voisins slovaques et hongrois. Après avoir fourni par le biais d'une unité militaire spécialisée de l'armée fédérale (*Bundesheer*) un appui pour la décontamination de gros matériels à la Slovaquie, à la requête de celle-ci, les autorités autrichiennes ont fermé de nombreux postes frontières de second ordre pour canaliser les flux routiers par les passages frontière principaux. Une décontamination systématique des véhicules entrant en Autriche y a été mise en place par le biais de tapis de décontamination. Des interdictions d'importations d'animaux d'élevage, de produits carnés (sauf cuits ou pasteurisés) et de gibier en provenance des régions contaminées ont été prises (sauf transit) et une campagne de sensibilisation a été réalisée sur les dangers d'une importation à l'occasion des mouvements touristiques à l'occasion des fêtes de Pâques. Dans les zones de surveillance et d'exclusion élargie, les autorités autrichiennes ont pris les mesures nécessaires pour éviter toute contamination et propagation, comme la suspension des marchés et foires, de la chasse, et des transports d'animaux. Tout le territoire national est soumis aux mesures de biosécurité, notamment les entreprises de collecte du lait ou d'avitaillement en alimentation animale.

Relations bilatérales

La société franco-autrichienne Valneva, spécialisée dans les vaccins contre les maladies infectieuses/vaccins du voyageur, a nettement réduit ses pertes au cours de l'exercice 2024. La perte nette s'affiche à 12,2 M EUR contre 101,4 M EUR un an plus tôt. Cette forte réduction s'explique par le produit de la vente en février 2024 pour 95 MEUR d'un bon de revue prioritaire (PRV) qu'elle avait reçu en novembre 2023 par la *Food and Drug Administration* (FDA) aux Etats-Unis pour son vaccin IXCHIQ contre le chikungunya. Le chiffre d'affaires a augmenté de 10 % pour atteindre 169,6 M EUR. Outre le vaccin IXCHIQ, le portefeuille commercial de Valneva comprend deux autres vaccins du voyage : IXIARO /JESPECT contre l'encéphalite japonaise et DUKORAL contre le choléra.

Le chiffre du mois à retenir

85 %

Niveau de productivité de la
Slovénie par rapport à la moyenne
de l'UE

Zoom sur...

Selon le groupe de réflexion macroéconomique du gouvernement, l'IMAD, la Slovénie se situe dans la moitié supérieure des pays de l'UE pour la plupart des indices de qualité de vie, mais sa productivité du travail est inférieure à la moyenne de l'UE, se traduisant par un écart important en matière de développement économique. En effet, en 2023 et 2024, la productivité slovène représentait seulement 85 % de la moyenne de l'UE, freinant ainsi la progression du pays vers le niveau de vie moyen européen mesuré en parité de pouvoir d'achat. Cette faible croissance de la productivité au cours de la dernière décennie serait en partie liée au sous-investissement et à la lenteur de la restructuration du secteur des entreprises, corrélés à un retard sur plusieurs indicateurs de compétitivité institutionnelle.

Activités macroéconomiques et financières

Prévisions et indicateurs

Le chômage de longue durée passe de 56,4 % à 38,7 % en seulement trois ans

Le taux de chômage de longue durée en Slovénie a considérablement diminué depuis 2021, passant de 56,4 % en décembre 2021 à 38,7 % en décembre 2024, selon les données de l'Agence slovène pour l'emploi. En février dernier, les données les plus récentes indiquaient que la Slovénie comptait 18 478 chômeurs de longue durée, soit 38,3 % du total des chômeurs inscrits.

Politique économique et sociale

La Slovénie soutient les droits de douane de l'UE sur les importations américaines tout en alertant sur les impacts économiques

Au sein de l'Union européenne, la Slovénie a soutenu l'introduction de droits de douane de rétorsion sur certaines importations américaines, avec des taux variants entre 10 et 25 % selon les produits concernés. Bien que la situation ne soit pas considérée comme critique pour l'économie slovène à ce stade, M. Han, ministre de l'Economie, du Tourisme et du Sport a mis en garde contre les conséquences de « cette folie de guerre commerciale » et a insisté sur les effets indirects possibles, en particulier pour l'industrie automobile, qui est fortement intégrée dans les chaînes d'approvisionnement européennes.

Augmentation de la fiscalité sur les cryptoactifs en 2026

Le ministère slovène des finances prévoit d'imposer les bénéfices des résidents provenant de la vente de cryptoactifs à partir de 2026, afin de s'aligner sur les normes internationales. Les conversions en monnaie traditionnelle, les paiements en cryptoactifs et les transferts à des tiers seront imposables, mais pas les échanges entre cryptoactifs ou entre portefeuilles d'un même détenteur. Les contribuables pourront opter pour un taux forfaitaire de 10 % sur les conversions ou pour une taxe sur les plus-values de 25 %, en fonction de leurs gains. Un seuil d'exonération de 15 000 euros par an est envisagé, en deçà duquel les transactions ne seraient pas soumises à l'impôt. Les résidents devront déclarer leurs gains et tenir une comptabilité, dans un cadre fiscal souhaité plus clair et administrativement léger.

Veille sectorielle

Industrie

SIJ s'oppose aux tarifs de rétorsion et appelle à une approche plus stratégique face aux taxes américaines sur l'acier

Le groupe SIJ, acteur clé de l'industrie sidérurgique slovène, a exprimé son opposition aux mesures tarifaires de rétorsion prises par l'UE en réponse aux taxes américaines sur l'acier et l'aluminium. Le groupe SIJ (1 Mrd EUR de chiffre d'affaires, dont 25 % détenu par l'État slovène), pour lequel les États-Unis représentent un marché stratégique (100 M EUR de ventes en 2024, soit 9,9 % du chiffre d'affaires, +16,5 %), est particulièrement vulnérable à l'augmentation des droits de douane imposée par l'administration Trump. Il dispose d'une filiale à Chicago et bénéficie actuellement de quotas trimestriels permettant d'exporter sans taxe une partie de ses tôles en inox. Ainsi, le groupe plaide pour une protection immédiate des secteurs les plus vulnérables, comme la sidérurgie, et insiste sur la nécessité de renforcer les investissements domestiques et de lutter contre la concurrence déloyale. SIJ estime que les mesures américaines offrent à l'UE une chance de forger des partenariats commerciaux équitables et de renforcer sa compétitivité, même si le marché américain reste stratégique à long terme.

Transports

Un pas de plus pour assurer la connectivité aérienne du pays

Eurowings, la filiale low-cost de Lufthansa, a lancé début avril des vols directs entre Düsseldorf et Ljubljana. Ces services, opérés trois fois par semaine, ont été rendus possibles grâce aux subventions accordées par le gouvernement slovène pour réduire les redevances aéroportuaires. L'aéroport de Ljubljana a célébré l'événement par une cérémonie marquant l'arrivée du premier vol en provenance de Düsseldorf.

La future ligne ferroviaire Divača-Koper entre dans sa phase finale

Plus de 80 % des travaux de construction de la nouvelle voie ferrée reliant le port de Koper au hub ferroviaire de Divača ont été achevés, a annoncé Matej Oset, directeur général de 2TDK, l'entreprise publique responsable du projet. Les essais débiteront en mars 2026. La voie, d'un coût de 1,1 Mrd EUR, respecte à ce jour les délais et le budget. Une fois opérationnelle, cette nouvelle ligne, qui réduira le temps de trajet de 45 à 17 minutes entre Divača et Koper, pourra accueillir 212 trains par jour, contre 94 actuellement sur la voie existante.

Relations bilatérales

Le Forum d'affaires et de l'Innovation franco-slovène, édition 2025

Les 8 et 9 avril 2025, Ljubljana a accueilli les French-Slovenian Business and Innovation Days, consacrés à deux piliers majeurs de l'innovation : l'hydrogène et l'intelligence artificielle. Ces journées ont rassemblé plus d'une centaine d'entreprises et d'acteurs de la recherche issus des écosystèmes slovène et français, parmi lesquels des leaders industriels tels que Symbio, HRS, Eviden, Thalès ou encore CMA CGM. Organisé autour d'une session plénière, de tables rondes de haut niveau, de rencontres B2B et d'une journée de visites de sites industriels et de laboratoires slovènes, l'événement a offert un terrain fertile pour renforcer les synergies bilatérales. Dans le sillage du succès de l'édition 2024, dédiée au spatial et à l'origine de plus de

cinq partenariats stratégiques, l'édition 2025 confirme un double constat. D'une part, l'intérêt croissant des acteurs français pour un tissu industriel slovène à la pointe, plus industrialisé (en part du PIB) que des poids lourds européens comme l'Allemagne ou la Pologne et d'autre part, la remarquable complémentarité entre les deux pays, qui ont tout à gagner à approfondir leur coopération industrielle et scientifique.

Croatie

Le chiffre du mois à retenir

5,1 %

Taux de chômage en mars 2025

Zoom sur...

Une [délégation d'experts du Groupe d'action financière \(GAFI\)](#) s'est rendue en Croatie courant avril pour rencontrer les autorités. Depuis 2023, la Croatie figure sur la liste des juridictions sous surveillance renforcée (ou liste grise) du GAFI. En effet des défaillances avaient été constatées sur son dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, le groupe a proposé un plan d'action qui a été acté lors de la Plénière du GAFI de juin 2023. Selon le ministère des Finances, les représentants du GAFI ont salué les progrès significatifs réalisés par la Croatie pour améliorer son système de prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme. L'avancement de la Croatie dans la mise en œuvre de son plan d'action correctif avait déjà été souligné par le dernier [rapport Moneyval](#) en décembre 2024.

Activités macroéconomiques et financières

Prévisions et indicateurs

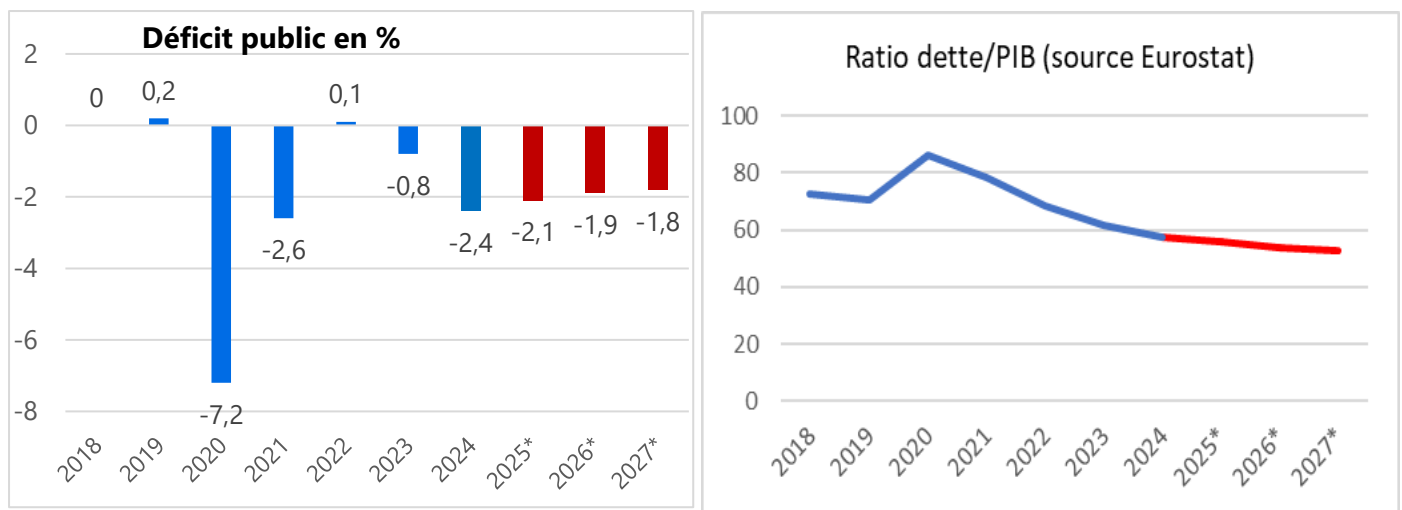
Réduction de l'inflation

Le gouverneur de la banque centrale croate ([HNB](#)) a annoncé que le taux d'inflation moyen pour l'année 2025 devrait tomber sous la barre des 3 % mais rester légèrement supérieur à celui du reste de la zone euro. On observe effectivement une tendance baissière depuis le début de l'année, le taux d'inflation ayant diminué de 3,7 % en février à 3,2 % en mars.

Réduction de la dette et augmentation du déficit

Selon [Eurostat](#), au dernier trimestre 2024, la dette publique croate atteignait 57,6 % du PIB, contre une moyenne de 81 % dans le reste de l'Union européenne.

Cette baisse s'inscrit dans une politique d'assainissement des finances publiques menée par les autorités croates ces dernières années, la dette s'élevait en effet à 78,2 % du PIB en 2021, 68,5 % en 2022, et 61,8 % en 2023. Le déficit a légèrement augmenté, passant de 2,2 % du PIB au troisième trimestre à 2,7 % au quatrième, se maintenant néanmoins en deçà de la moyenne de l'Union européenne (3,4 %).



Politique économique et sociale

Elections locales fixées au 18 mai prochain

Les élections locales auront lieu le 18 mai 2025. Les électeurs choisiront les représentants locaux et régionaux : maires, joupans et leurs adjoints, y compris ceux des minorités nationales pour 576 collectivités : 428 communes, 127 villes, 20 joupanies (collectivité régionale) et Zagreb, qui a un statut mixte. Le nombre de conseillers élus varie de 7 (unités de moins de 1 000 habitants) à 47 (unités de plus de 300 000 habitants).

Exportations vers les États-Unis : la Croatie crée une commission interministérielle de suivi

Face à l'introduction de droits de douane par les États-Unis, le gouvernement croate a créé une commission interministérielle de suivi et d'analyse des exportations vers ce pays. Elle a pour objectif d'évaluer l'impact des nouvelles mesures tarifaires américaines et de proposer des mesures de soutien aux entreprises croates exportatrices. Les États-Unis sont la 8^{ème} destination à l'export de la Croatie, avec un volume d'exportations atteignant 805 M EUR en 2024, soit 3,4 % du total des exportations. Les secteurs les plus exposés incluent l'industrie pharmaceutique, les produits agroalimentaires, ainsi que certains fournisseurs croates intégrés aux chaînes de valeur européennes dans la métallurgie et l'automobile. La commission interministérielle sera également composée de représentants d'organisations comme la Chambre de commerce croate HGK, l'Association des employeurs HUP et des exportateurs IZVOZ, et la Banque croate pour la reconstruction et le développement HBOR.

Veille sectorielle

Energie et environnement

La Croatie perd la procédure d'arbitrage face au hongrois MOL

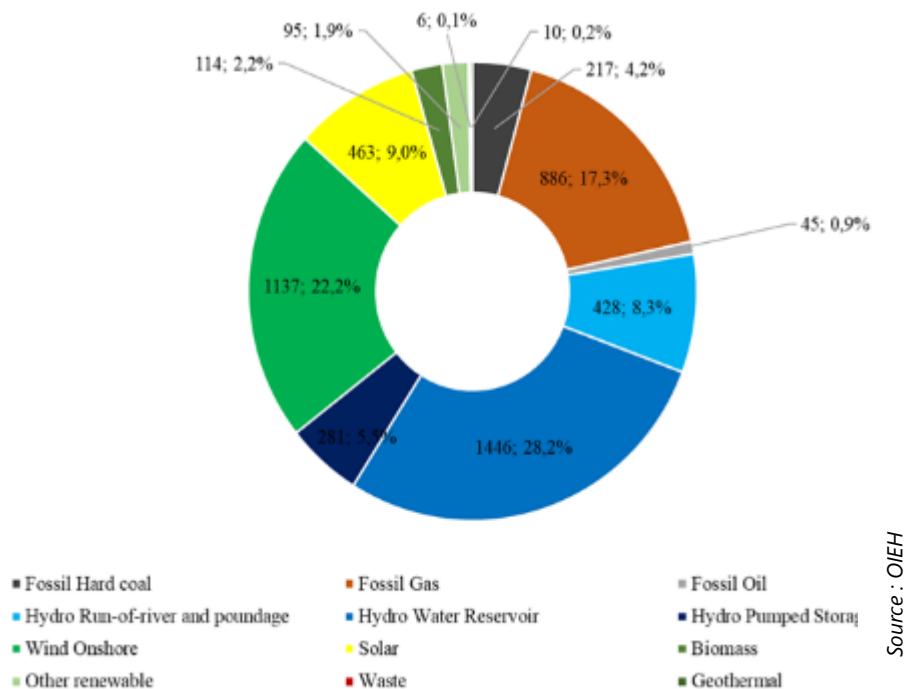
La Croatie a perdu un arbitrage à Washington face au groupe hongrois MOL, conformément à [la décision rendue en 2022 par le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements \(CIRDI\) en faveur de MOL](#). La procédure a été initiée par MOL à la fin de 2013, accusant le gouvernement croate de ne pas avoir respecté ses engagements en vertu du contrat de gestion gazière signé en 2009. Selon le CIRDI, la Croatie n'a pas respecté ses obligations contractuelles découlant de l'Accord sur les activités gazières et les relations de propriété dans INA, la compagnie pétrolière conjointe détenue par les deux parties. En conséquence, la Croatie est contrainte de verser 200 M USD à MOL.

Modification de la loi sur les énergies renouvelables et la cogénération à haut rendement

[Les modifications apportées à la loi sur les énergies renouvelables et la cogénération à haut rendement, adoptées par le gouvernement en avril 2025](#), renforcent l'engagement de la Croatie en faveur de la transition énergétique. Elles visent à augmenter l'objectif national d'utilisation des énergies renouvelables à 42,5 % d'ici 2030.

La nouvelle réglementation autorise notamment la production d'énergie pour ses propres besoins sur plusieurs sites appartenant à un même utilisateur, simplifie les règles pour la création de communautés énergétiques, et impose des critères plus stricts pour les biocarburants.

Figure : Capacité installée pour la production d'électricité en 2024 : répartition en mégawatts (MW) et en pourcentage (%)



Par ailleurs, un plan de développement du réseau et du stockage sera élaboré pour améliorer l'intégration des énergies renouvelables dans le système électrique. Ces réformes alignent un peu plus la Croatie avec la réglementation européenne en matière de transition énergétique.

Tourisme

Nouvelles règles d'embauche des travailleurs étrangers : impact sur le secteur touristique croate

Une nouvelle règle introduite en mars dernier dans la « Loi sur les étrangers » impose aux entreprises de démontrer un chiffre d'affaires mensuel moyen de 10 000 EUR sur les 6 derniers mois pour pouvoir avoir recours à des travailleurs étrangers. Selon les professionnels du secteur, cette exigence pénalise particulièrement les entreprises touristiques, souvent fermées ou peu actives en hiver et qui peinent désormais à obtenir des permis de travail pour leurs employés étrangers. Selon les estimations du secteur du tourisme, ce sont près de 70 000 travailleurs saisonniers qui seront nécessaires pour la saison 2025. Une partie importante de ces postes devrait être pourvue par des travailleurs étrangers, en raison de la pénurie de main-d'œuvre locale.

L'association des employeurs (HUP) a exprimé son mécontentement face à cette mesure, soulignant qu'elle ne tient pas compte de la nature saisonnière du secteur. Elle a demandé au ministère de l'Intérieur d'assouplir la loi en envisageant par exemple une prise en compte du chiffre d'affaires annuel ou des exemptions spécifiques pour les entreprises touristiques saisonnières.

Agriculture

Remembrement agricole : la Croatie révisé sa loi pour optimiser le foncier agricole

Le gouvernement croate a proposé une [réforme de la loi sur le remembrement agricole](#) de 2022, afin d'accélérer la mise en œuvre du Programme national de remembrement et de remplir les conditions du Plan national de relance et de résilience. Son objectif : remembrer 18 000 ha de terres agricoles d'ici 2026.

En Croatie, les exploitations restent très morcelées, avec une moyenne de 5,6 ha par exploitation. L'ancien cadre légal imposait un seuil difficile à atteindre (accord de 50 % des propriétaires possédant 67 % des terres). Désormais, l'accord de 5 % des propriétaires détenant 10 % de la surface suffira pour lancer un projet. Autre nouveauté : le ministère de l'Agriculture pourra initier unilatéralement des remembrements, notamment lorsque plus de 50 % des terres appartiennent à l'État, ou dans des cas particuliers (absence de documents fonciers, travaux déjà engagés...).

La réforme s'appuie sur les conclusions du projet « Renforcer l'évaluation réglementaire en Croatie », mené avec l'agence de développement allemande GIZ et la Commission européenne. Le texte simplifie les procédures locales, réduit les délais de recours et permet une action plus directe de l'État.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :
Rédaction :

Virginie Reiss, Service économique régional de Vienne
SER de Vienne : S. Maynhardt, P. Chaumont (vienne@dgtresor.gouv.fr)
Antenne de Ljubljana : E. Zajc, A. Magro, C. Roméo (ljubljana@dgtresor.gouv.fr)
SE de Zagreb : S. Geranton, B. Jadrijevic, N. Pavlinovic, C. Delfortry
(zagreb@dgtresor.gouv.fr)

Date de fin de rédaction : 29/04/2025